

Défendre les droits des personnels jusqu'au bout !

Sud écrit au Président de la République

Le Secteur Télécom de la fédération Sud s'est adressé le 11 mars au Président de la République et au ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Le Monopoly auquel ont entrepris de jouer les patrons du secteur a surtout pour objet de « créer de la valeur pour les actionnaires » ... et notamment la famille Bouygues qui recevrait quelques 10 milliards pour devenir le 1er actionnaire de l'opérateur historique.

Les discussions se poursuivent en catimini sans que les salarié-es ne soient informé-es de ce qui les concerne directement. Le Président et le gouvernement affichent leur volonté de développer l'emploi mais le dépeçage de Bouygues aura des conséquences sur les effectifs et les conditions de travail de tous les salarié-es de toutes les entreprises du secteur.

Sud réclame une intervention du gouvernement afin qu'il soit le garant des emplois et conditions de travail dans la totalité du secteur, y compris les entreprises sous-traitantes.

Notre fédération s'est adressée également à toutes les autres fédérations pour exercer une vigilance commune sur l'avenir de notre secteur.



Paris, le 11 mars 2016

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
Paris

Monsieur le Président de la République,

Bonjour,

Les discussions entre directions des différents opérateurs français des télécoms se poursuivent dans le plus grand secret pour le « rachat » de Bouygues par Orange sans que les salarié-es du secteur des télécoms ne soient informé-es de ce qui les concerne directement.

Les opérateurs français sont déjà engagés dans la numérisation de leur entreprise et les nouveaux gains de productivité vont entraîner de nouvelles suppressions d'emplois.

Les 8 000 salarié-es de Bouygues Telecom peuvent légitimement s'inquiéter de la disparition de leur entreprise. Ils ont vu partir 1500 d'entre eux dès 2014. Les activités des salarié-es des boutiques, des centres d'appel ou des fonctions supports seront elles indemnes à l'issue du dépeçage ?

SFR/Numericable s'est engagé pour le maintien de 10 000 emplois pendant 36 mois après le mariage mais les ruptures conventionnelles ont été largement encouragées par la multiplication des pressions sur les salarié-es.

Enfin à Orange, ce sont 14 000 suppressions d'emplois qui sont annoncées d'ici 2018 et les 22 000 emplois sous traités par le groupe ne bénéficient d'aucun engagement social.

Depuis des années, Sud réclame de l'Etat plus de contraintes sur les opérateurs pour une meilleure coordination des investissements. Le passage de 4 à 3 opérateurs est susceptible de favoriser ces investissements plus importants dans l'intérêt du public. Le Monopoly qui s'annonce est-il la bonne solution ? Il prévoit plutôt quelques 10 milliards d'€ pour dépeçer Bouygues Télécom. Acheter la présence de la famille propriétaire en qualité de 2^e actionnaire de la multinationale Orange ne va pas rassurer les salarié-es d'Orange alors que la permanence de la participation de l'Etat n'est pas garantie.

Bien que les PDG évoquent un dossier « socialement irréprochable », la création « de valeurs pour les actionnaires » reste la première des préoccupations des « capitaines d'industrie » du secteur. L'Etat, premier actionnaire d'Orange semble partager cette même valeur sans manifester plus d'intérêt quant au sort des salarié-es.

Sud s'alarme des scénarios possibles de ce nouveau Monopoly dans un secteur des télécommunications en plein développement et riche de promesses de bénéfices mais pauvre pour les salarié-es.

Ces arrangements entre « amis » provoqueront des « doublons » dans les effectifs et les services de l'ancienne entreprise Bouygues et ceux d'Orange, Free ou Numericable-SFR et leurs nombreux sous-traitants.

Les salarié-es sous-traitant-es sont d'ailleurs les premières victimes des manœuvres financières dans le secteur. Le nouveau SFR-Numericable s'est accompagné d'un exil croissant des emplois de centres d'appel vers des pays à la main d'œuvre plus « économique ». Demain, après une nouvelle concentration quel avenir sera réservé aux centres d'appel sous-traitants ou off-shore de Free, SFR ou Orange ? La même question se pose pour les métiers techniques communs à tous les opérateurs.

L'avenir ne doit pas se réduire à quelques arrangements entre représentant-es d'une oligarchie financière. Aujourd'hui, les engagements annoncés sont limités aux seul-es salarié-es des groupes Bouygues et Orange. L'urgence sociale mérite que l'Etat et votre gouvernement soit le garant de l'avenir de tous les emplois et conditions de travail dans la totalité du secteur, y compris les entreprises sous-traitantes. La fédération Sud souhaite vivement que la voix de celles et ceux qui travaillent pour faire la richesse de leur entreprise soit enfin entendue avant que le marché ne soit conclu.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos sincères salutations.

Pour la fédération Sud

**Avec SUD, pour une autre répartition des richesses,
pour la création d'emplois
et de meilleures conditions de travail**



S'inscrire à notre
Newsletter

SUD SFR, membre de la fédération SUD PTT - Contacts SUD SFR :

Tristan MONDOLONI, 06 19 22 54 07, tristan.mondoloni@sfr.com, Rémi HADIDA, 06 88 85 20 17, remi.hadida@sfr.com, Colin RICK, 06 20 64 63 53, colin.rick@sfr.com, Jean-Paul MUSCAT, 06 03 55 74 95, jean-paul.muscat@sfr.com